





SOMMAIRE

Mot de la présidente et du directeur général	2
Nos réalisations	3
États financiers	7
Membres de la Corporation	11
Merci à nos donateurs	11
Le CECI dans le monde	12

DIRECTRICE DES COMMUNICATIONS Suzie-Jacynthe Gravel
COORDINATION ET RÉDACTION Robert Hazel
COLLABORATIONS Marie Riverin, Jean Despatie, Roch Harvey,
Luc Tremblay et Jocelyne Dallaire
CONCEPTION ET RÉALISATION Corégraph communications inc.

Un projet de développement sans retombées sur le bien-être des enfants vaut-il la peine?

Photos couverture: Josée Dyotte, Claude Gagné, Muriel Mac-Seing.

Ce rapport existe aussi en anglais et en espagnol. Tirage : 2 500 - Imprimé sur papier recyclé - © CECI, août 2002

le CECI

Notre mission

La mission du CECI, société à but non lucratif créée à Montréal en 1958 et incorporée en 1968, est de combattre la pauvreté et l'exclusion. À cette fin, le CECI « renforce les capacités de développement des communautés défavorisées; il appuie des initiatives de paix, de droits humains et d'équité; il mobilise des ressources et favorise l'échange de savoir-faire. »

Le conseil d'administration du CECI en 2001-2002

DANIELLE SAUVAGE
PRÉSIDENTE

PIERRE PICHETTE
VICE-PRÉSIDENT

LUCIE BLONDEAU

PATRICIA BORLACE
TRÉSORIÈRE

MICHEL CHAURETTE
SECRÉTAIRE

MANON BOURGEOIS

BERNARD DÉCALUWÉ

**LOUIS-JOSEPH
GOULET**

CAROLINE MARCEL

MONIQUE VÉZINA

PHOTO : JULIE MARTIN / LE PHOTO-MAÎTRE

PHOTO : CLAUDE GAGNÉ (CECI)

Le CECI combat la pauvreté et l'exclusion

Mot de la présidente et du directeur général

PHOTOS: JULIE MARTIN



Les actions menées en 2001-2002 en étroite collaboration avec nos partenaires sont une source de satisfaction et de fierté pour tous les membres du CECI. Tout d'abord, nombre de nos gens en poste en Asie aussi bien qu'en Afrique, dans les Amériques ou dans les Balkans ont été engagés dans des initiatives de lutte contre la pauvreté par le développement économique à la base. Ainsi, au Vietnam, divers observateurs suivent avec intérêt la progression des jeunes coopératives agricoles que nous appuyons. Au Guatemala, des résultats remarquables ont été obtenus par une coopérative qui a pu commercialiser son café à un prix presque deux fois supérieur au cours mondial du café. Ici encore, nos efforts y ont été pour quelque chose. Les enfants de ces régions sont parmi les premiers à sentir les bienfaits de ces percées.

On ne répétera jamais assez que nous ne vivons en paix que lorsque les revenus seront répartis plus équitablement entre les peuples et les nations. En cette année marquée par la violence et l'insécurité, nous tenons également à souligner l'ampleur et la diversité des initiatives que nous avons prises tant en matière de pacification des rapports entre individus ou communautés (région des Grands Lacs africains, Andes et El Salvador, en particulier) que de lutte contre la violence faite aux femmes (en Haïti et en Afrique de l'Ouest, par exemple). Nous pensons que nos engagements en ce sens doivent s'amplifier.

Dans les domaines cités en exemple comme en d'autres, nous misons sur le renforcement des capacités à travers la formation et l'accompagnement. Nous préconisons également la concertation entre tous les acteurs de bonne volonté: organisations locales, services gouvernementaux, etc. Bref, nous misons sur le partenariat. En effet, au-delà des retombées concrètes des projets de développement, ce à quoi, bien entendu, nous tenons énormément, nous bâtissons des alliances avec des groupes dont la vision s'accorde avec la nôtre et qui cherchent, comme nous, à avoir de l'influence sur les politiques nationales et internationales touchant le développement.

À cet égard, nous avons participé de manière plus active qu'auparavant à divers événements importants sur la scène internationale, tels que le Sommet des Peuples qui s'est tenu en marge du Sommet des Amériques à Québec en avril 2001.



Nous avons également favorisé la participation de quelques-uns de nos partenaires à ces événements. Nous sommes conscients des efforts additionnels à faire en matière d'analyse et de systématisation de nos expériences. Notre centre de formation, étude et conseil, une composante essentielle du CECI née de la récente restructuration, a d'ailleurs resserré cette année ses domaines d'expertise.

Nos appels au partenariat et à la participation sont de plus en plus et de mieux en mieux entendus. À titre d'exemple, des ententes ont été signées avec des organisations canadiennes, en vertu desquelles nous avons désormais des « volontaires associés ». Nous estimons avoir un rôle important à jouer pour mobiliser les gens de ce pays en faveur de la cause du développement. C'est dans cet esprit que nous avons relancé notre programme canadien de formation en coopération internationale. La réponse enthousiaste que nous a donnée le public témoigne de ce qu'il attend de nous.

Par ailleurs, nous sommes heureux d'annoncer que le CECI a renoué avec la croissance. Nos revenus, en effet, ont été en hausse de 7% par rapport à l'année précédente. De plus, nous avons fait l'acquisition d'un immeuble dans l'arrondissement Rosemont – Petite Patrie de Montréal pour loger notre siège social. Grâce à cet investissement, nous réaliserons d'importantes économies sur nos coûts fixes. L'acquisition de cet immeuble constitue non seulement un gage de bonne santé financière à long terme, mais aussi le symbole d'un nouveau départ pour une organisation qui voit de plus en plus clairement comment s'acquitter de sa mission dans un monde qui se cherche.

DANIELLE SAUVAGE, présidente

MICHEL CHARETTE, directeur général



Nos réalisations 2001-2002

AU CANADA

Le CECI fut l'un des principaux organisateurs d'un grand symposium sur l'avenir de la coopération volontaire canadienne tenu à Montréal en octobre 2001. Deux soirées retrouvailles avaient réuni en juin plus de 250 ex-volontaires CECI à Montréal (Biosphère) et à Québec. En septembre, l'assemblée générale annuelle du CECI s'est aussi déroulée sous le thème de l'Année internationale des volontaires. Une assemblée générale spéciale fut convoquée en décembre pour modifier nos statuts afin que nous puissions procéder à l'achat en janvier 2002 de l'immeuble qui abrite notre nouveau siège social. Le CECI était fonctionnel deux jours après son déménagement en mai dernier.

En février 2001, des vérificateurs externes ont certifié la bonne gestion que nous avons faite des 20 millions de dollars fonds versés par l'ACDI en 1998, 1999 et 2000 pour la coopération volontaire. Nos trois directions régionales sont sorties renforcées des rencontres de travail siège – terrain tenues à Montréal en avril, puis août 2001. Issu de la réorganisation de 2000, le centre de formation, étude et conseil a été structuré en trois unités d'expertise : commerce, agroalimentaire et management ; droits, paix et démocratie ; étude de la pauvreté. En consultation externe, les premiers clients du CFÉC ont été l'ACDI (genre et développement) et la coopération japonaise (étude sur la filière coton au Tchad).

Le cours d'introduction à la coopération internationale a été relancé avec succès en janvier 2002. La demande a été deux fois plus forte que les 110 places disponibles à Montréal et à Québec.

Le CECI a participé à plusieurs rencontres internationales : Sommet des Peuples des Amériques à Québec (avril 2001), réseau SEEP – *Small Enterprise Education and Promotion Network* à Washington (09-01), économie sociale à Québec (10-01), conférence sur la lutte contre la pauvreté à Washington (01-02) et Forum social mondial de Porto Alegre, Brésil (02-02). Nous avons également été impliqués dans les préparatifs de la conférence sur la gouvernance mondiale prévue à Montréal en octobre 2002. Enfin, le CECI a soumis un mémoire dans le cadre de la consultation sur l'efficacité de l'aide organisée par l'ACDI.

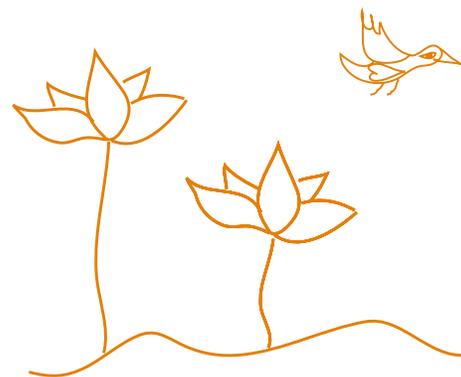
Des collaborations formelles ont été établies avec ACADEV (Maritimes), le Centre de formation en coopération internationale (Rivière-du-Loup, Qué.), la Société éducative de l'Alberta (Edmonton, Alb.), la Société des missions étrangères (Laval, Qué.) et la Fédération de la jeunesse canadienne française (Ottawa, Ont.). D'autres partenariats ont été conclus par nos directions régionales.

EN AFRIQUE

Pas moins de 66 volontaires, 4 jeunes stagiaires et 7 conseillers techniques canadiens et 150 agents nationaux ont été à l'œuvre dans pas moins de dix pays : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Rép. de Guinée et Sénégal, République Centrafricaine, Burundi, Rép. Démocratique du Congo et Rwanda.

Nos interventions pour le renforcement des organisations locales ont connu un essor particulier au **Niger**, où nous soutenons les initiatives d'ONG locales en éducation non formelle (financement : ACDI), et en **Guinée** où nous appuyons une vingtaine de gouvernements municipaux dans la planification du développement local et la bonne gestion de fonds locaux, dont deux fonds alimentés par des sociétés minières. Pour le compte des Nations unies (HCR), le CECI a coordonné des activités qui ont procuré des revenus aux femmes, favorisé la protection et la restauration du couvert forestier et assuré la livraison de services socio-communautaires dans quatre camps de réfugiés sierra-léonais établis en Guinée.

Notre travail auprès des acteurs, notamment les groupements féminins, de la filière karité au **Burkina Faso** a été signalé dans le dernier rapport annuel de l'UNIFEM. Lors d'un atelier international tenu à Dakar



Hommage à Amparo Romero



Le renforcement des organisations locales passionnait cette proche collaboratrice du CECI. Le destin l'a fauchée le 30 janvier 2002 alors qu'elle se dirigeait en voiture vers le mont Sajama, au sud de La Paz, dans le cadre d'une mission d'appui auprès de l'Asociación Sajama, un regroupement formé de familles d'éleveurs d'alpagas établies sur les hauts plateaux boliviens.

Photo : CECI-Bolivie

Le monument commémoratif érigé par le CECI à la mémoire d'Amparo Romero sur le site même de la tragédie routière.

en mars 2002, sous les auspices de la FAO, une agente du CECI a été désignée comme collaboratrice spéciale en vue de l'élaboration d'une stratégie panafricaine pour la filière karité.

Au chapitre des droits humains et de la résolution des conflits, divers projets financés surtout par l'ACDI étaient en cours dans la région des **Grands Lacs africains** et en **Afrique de l'Ouest**. Par exemple, l'ADENF, une ONG locale partenaire du CECI, a travaillé sur le code civil guinéen afin d'en éliminer les clauses discriminatoires envers les femmes.

La démarche pilote que nous menons dans la région de Bangassou en **Rép. Centrafricaine** en vue d'une gestion communautaire responsable des ressources forestières continue de donner satisfaction tant aux populations participantes qu'au gouvernement et aux bailleur de fonds (PNUD et FEM).

Au **Sénégal**, en complément de notre important projet d'appui à l'entrepreneuriat paysan (financement : ACDI), le CECI a mis en œuvre dans la région de Thiès le programme national d'appui aux organisations de producteurs et a poursuivi son travail en matière de droits des femmes.

La programmation la plus importante sur le plan financier s'est réalisée au **Mali**, où nous assurons depuis quatre ans la bonne gestion des fonds d'appui aux initiatives de base dans les régions de Mopti et de Tombouctou (financement : Banque mondiale).

En cours d'année, nous avons signé des protocoles de coopération avec deux ONG françaises, à savoir TECHDEV et Congé Solidaire. Nos collaborations en Afrique avec le Centre de recherches pour le développement international se sont poursuivies au Burkina Faso dans le cadre d'un projet sur le suivi de la pauvreté mené en partenariat avec le CEDRES de l'Université de Ouagadougou.

DANS LES AMÉRIQUES

Environ 63 volontaires, 15 jeunes stagiaires et 7 conseillers techniques canadiens ainsi que 157 agents nationaux ont été à l'œuvre dans trois régions : l'Amérique Centrale (Guatemala, El Salvador), les Andes (Bolivie, Équateur, Pérou) et les Caraïbes (Haïti).

Notons d'abord les participations de cette direction régionale à des événements à portée continentale. Notre délégation au Sommet des Peuples tenu à Québec en avril 2001 comprenait dix personnes, dont des délégués venus de Bolivie, d'Équateur et du Guatemala. En septembre, des autochtones québécois et andins étaient au séminaire que nous avons tenu à Montréal sur le développement des communautés autochtones en Amérique. Des communicateurs du CECI et du milieu autochtone québécois ont rencontré en février 2002 des communicateurs autochtones des Andes à Riobamba (Équateur), siège du Réseau Kiechwa.

Au **Guatemala**, le projet DECOPAZ (financement : BID) a complété ses activités après avoir bénéficié à plus de 260 000 personnes à Huehuetenango sous forme de nouveaux équipements sociaux (écoles, centres de santé) et de nouvelles possibilités d'emploi. À Barillas, la coopérative ASOBAGRI a vendu à très bon prix sur le marché international plus de 374 tonnes métriques de café doublement certifié organique et équitable (financement: USAID), alors que tout le secteur du café au Guatemala était dramatiquement affecté par l'effondrement du cours mondial de cette denrée. Plus de 20 000 écoliers et 400 enseignants de tout le pays ont pris part à un programme d'éducation civique sur la démocratie. La coopération néerlandaise a retenu nos services pour la gestion d'un fonds local d'appui à la bonne gouvernance dans le pays.

En **Haïti**, des équipements socio-sanitaires ont été mis en place : ainsi, dans le nord, 10 000 personnes ont désormais l'eau potable à portée de main, ce qui soulage femmes et filles de la corvée de l'eau; dans le sud-ouest, 340 familles ont été sensibilisées à l'assainissement du milieu et utilisent maintenant des latrines (financement: Fonds canadien de contrepartie). En prévention de la violence contre les femmes, l'ONG locale SOFA a poursuivi son travail avec le soutien technique du CECI. En fin d'année, l'ACDI a approuvé un projet de lutte contre le sida qui sera réalisé par le CCISD (Québec) et le CECI avec divers partenaires haïtiens, dont POZ.

Dans les **Andes**, la résolution des conflits a été un axe d'intervention majeur. Avec le concours du Centre international de résolution de conflits et de médiation (CIRCM, Montréal) et de parte-

naires financiers (ACDI, Ministère des Ressources naturelles du Québec, Aide à l'enfance Canada), nous avons favorisé l'émergence de dynamiques de concertation dans des établissements scolaires et sur des sites miniers en Bolivie comme au Pérou. Par ailleurs, quatre nouvelles associations paysannes ont été constituées et légalisées pour la commercialisation de fruits, poissons, produits laitiers et algas dans les régions autochtones d'Alto Beni et Sajama en Bolivie. Avec l'appui du CECI, les 615 familles de l'Association des producteurs de plantes médicinales de Chimborazo – formée à 75% de femmes autochtones – en Équateur ont accru leurs revenus annuels de 17%. Quinze des organisations membres de l'organisation autochtone Mushug Ashpa en Équateur ont été mieux outillées pour la planification d'activités agricoles, la préparation de budgets et l'établissement des coûts de production.

Enfin, avec l'appui de nos donateurs et bailleurs de fonds, nous avons porté assistance à des populations affectées par des tremblements de terre: 322 maisons et des infrastructures sociales ont été reconstruites sur des sites sécurisés dans les départements de La Libertad et Usulután au El Salvador; neuf salles de classes ont été rebâties à neuf à Moquegua au Pérou. Une autre initiative de reconstruction était en cours en Bolivie en fin d'année

EN ASIE

Quelque 33 volontaires, 5 jeunes stagiaires et 6 conseillers techniques canadiens ainsi que 73 agents nationaux ont été à l'œuvre au Népal, Vietnam, Cambodge et en Inde. De plus, nous avons encadré 90 jeunes volontaires australiens affectés dans les trois premiers pays. Les services du CECI-Asie ont été retenus par *Austraining*, une organisation basée à Adelaïde en Australie, pour la mise en œuvre de ce programme de stages.

L'année a été marquée par des moments dramatiques au **Népal**: massacre de la famille royale en juin; recrudescence des activités maoïstes et de la violence; décret de l'état d'urgence en novembre 2002 (encore en vigueur). Malgré la conjonction, plus de 48 000 personnes ont été approvisionnées en eau potable et des milliers de ménages ont été équipés de latrines et de foyers améliorés. Plus de 350 villages ont bénéficié de services d'éducation et de réhabilitation nutritionnelle dans le cadre du même

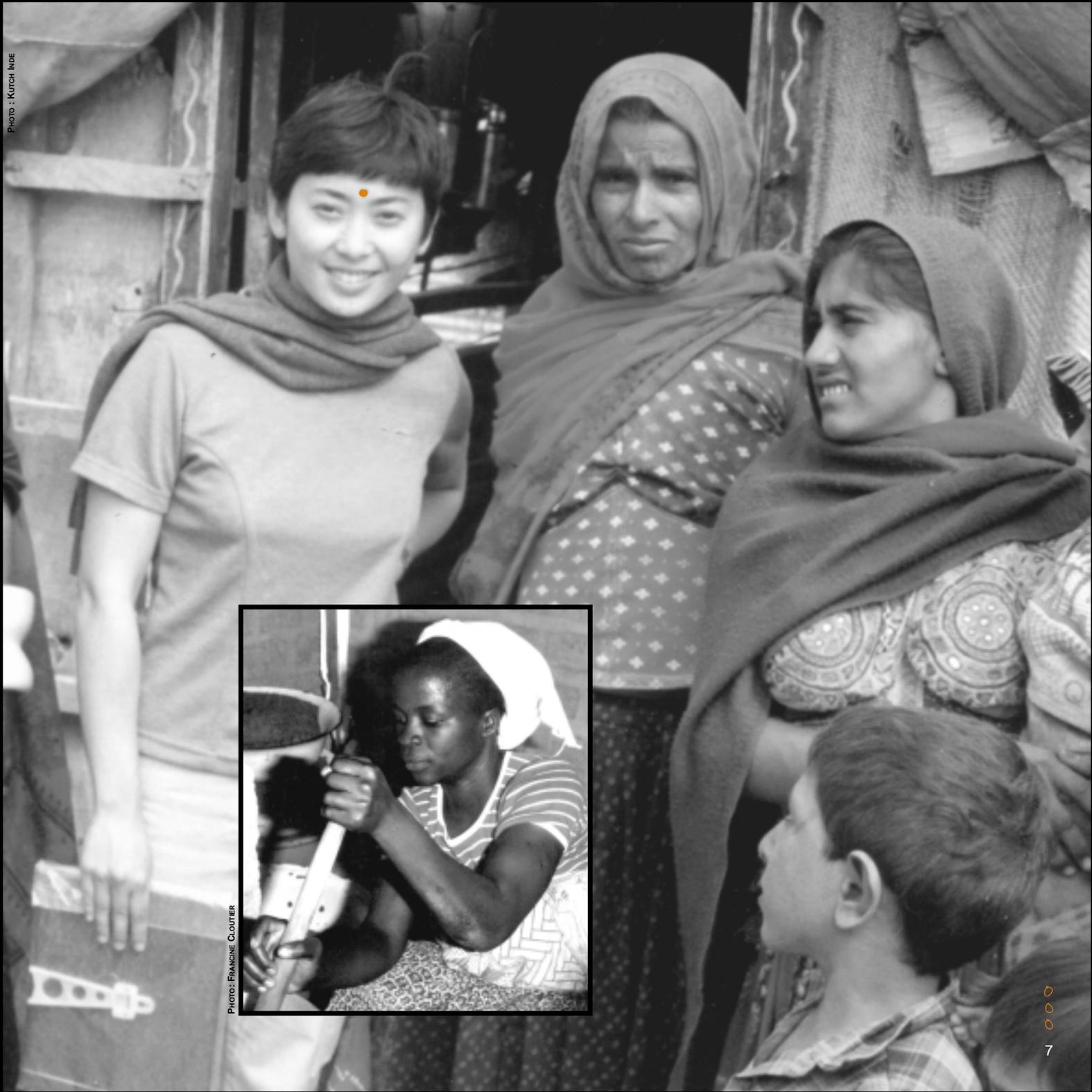


PHOTO : FRANCINE CLOUTIER

Notre collecte de fonds 2001-2002

Nous avons recueilli 1 444 694 \$. Les frais de collecte ont représenté moins de 15% du total. Plus de 62% des fonds recueillis ont été liés à des projets ou programmes en cours, dont, pour moitié, à des projets de reconstruction humanitaire en Bolivie, au El Salvador, en Inde, au Pérou et en République démocratique du Congo (éruption volcanique à Goma en janvier 2002). Nous avons aussi bénéficié de dons pour acheter l'immeuble où loge notre nouveau siège social. Cette mesure réduira nos coûts fixes dans les années à venir. Les revenus de collecte de fonds décaissés en 2001-2002 ont été de 1 384 686 \$.

DESTINATION DES DONS REÇUS EN 2001-2002



-  Aide humanitaire et reconstruction : **38%**
-  Dons non encore affectés : **19%**
-  Soutien au programme de coopération volontaire : **15%**
-  Dons liés à des projets en cours : **15%**
-  Campagne d'immobilisations (nouveau siège social)* : **13%**

* Non compris un prêt de 50 000 \$ à faible taux d'intérêt.

projet *Community Health Initiative*; ainsi, quelque 3 660 enfants fortement affectés par la malnutrition ont été réhabilités. Dans le secteur économique, 339 groupements de producteurs agricoles ont retiré plus de 1,14 million \$ de la vente de nouveaux produits agricoles; 74 groupements d'épargne ont été enregistrés comme coopératives d'épargne et de crédit. Le projet CHI et le projet de développement économique communautaire (CBED) devaient se terminer en mars 2002, mais l'ACDI a accepté une prolongation de plusieurs mois. Une proposition de cinq ans intégrant ces deux projets a été approuvée par le ministre responsable de l'ACDI.

Au **Vietnam**, le projet de Promotion de la micro-entreprise (financement: ACDI) est devenu une référence pour le développement du secteur coopératif, d'où les nombreux visiteurs qu'il reçoit. Par ailleurs, nous avons gagné l'appel d'offres lancé par le Fonds sur le changement climatique de l'ACDI pour la mise en œuvre d'un projet de renforcement des capacités locales d'adaptation face au changement climatique dans la région centrale du pays. Le CECI a été l'un des premiers organismes à devenir partenaire officiel de la stratégie nationale d'atténuation des risques environnementaux du ministère de l'Agriculture et du développement rural du Vietnam



PHOTO: STÉPHANIE COLVEY

Au **Cambodge**, nous avons contribué à la mise en place d'un fonds bilatéral pour la santé et la nutrition en écoulant près de 4 millions \$ d'huile de canola canadienne sur le marché local. Ce fonds est géré conjointement par le gouvernement cambodgien et la coopération canadienne.

Deux nouveaux projets d'importance ont vu le jour en **Inde**. L'un porte sur le développement

économique communautaire dans les montagnes de l'État d'Uttaranchal. Pour la mise en œuvre de l'autre projet, le *Gujarat Reconstruction for Development Project*, une entente tripartite a été signée en février 2002 entre l'ACDI, le CECI et le *Gujarat Earthquake Relief Fund* (GERF), un fonds créé par la communauté indienne du Canada pour secourir les populations dévastées par le tremblement de terre de 2001 dans l'État de Gujrat.

Le CECI-Asie a innové en créant des sites internet présentant sa programmation régionale et ses programmes nationaux, dont une brève description des projets en cours dans chacun des pays. Dans le cadre de l'Année internationale de la montagne (AIM, 2002), le CECI-Asie, à travers son projet CBED-Inde, a lancé un projet de symposium mondial sur l'agriculture et les produits forestiers non ligneux en terrain montagneux. L'événement international se tiendra en octobre à Dehradun dans l'État d'Uttaranchal.

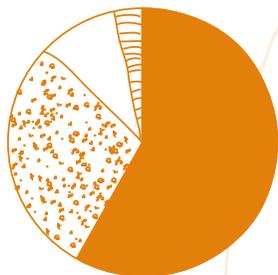
EN EUROPE ORIENTALE

Dans le cadre de la Mission des Nations unies au **Kosovo**, nous avons aidé 20 entreprises publiques en difficulté à se restructurer en vue d'une éventuelle privatisation (financement: ACDI). Grâce aux prestations professionnelles de consultants canadiens recrutés et affectés par le CECI, 250 emplois ont été sauvegardés et 250 autres ont été créés. L'une des entreprises appuyées par nous a obtenu de l'Agence européenne de reconstruction un prêt d'un million d'euros pour la relance de ses activités.

En **Macédoine**, nous avons contribué à accroître la compétitivité dans les filières du paprika, de la tomate et de la pomme (financement : ACDI). Ces filières représentent 8 000 exploitations familiales, 10 unités de transformation, 8 grossistes, sans oublier les intervenants gouvernementaux. En une année à peine, des comités formés de délégués ont été institués pour assurer le développement concerté de chaque filière. En cours de processus, notre partenaire local, le *Macedonian Enterprise Development Foundation* (MEDF), a accru ses compétences en renforcement organisationnel, tout en apprenant à maîtriser l'approche filière.

Nous avons également exploré d'autres possibilités d'intervention en Europe.

PROVENANCE DES REVENUS EN 2001-2002



-  ACDI: **58%**
-  Autres bailleurs de fonds*: **29%**
-  Valeur des services professionnels rendus par les volontaires: **10%**
-  Collecte de fonds: **3%**

*Organismes des Nations unies, banques de développement, agences bilatérales (USAID, AusAID, etc.), ministère des Relations internationales du Québec (MRI)...

225 CANADIENS ET CANADIENNES SUR LE TERRAIN EN 2001-2002



-  Coopérants volontaires recrutés et affectés: **162**
-  Cadres et conseillers techniques: **28**
-  Jeunes stagiaires: **23**
-  Consultants: **10**
-  Partenaire canadien: **1**

États financiers



État des résultats

de l'exercice terminé le 31 mars 2002

	2002 \$	2001 \$
Produits		
ACDI Partenariat	6 389 731	6 294 665
ACDI Bilatéral et autres	16 689 945	13 516 417
Autres bailleurs de fonds	11 617 774	12 128 922
Dons	1 384 686	1 329 814
Contributions sous forme de services rendus (note 7)	4 076 047	3 810 458
Autres revenus	248 123	172 591
	40 406 306	37 252 867
Charges		
Directions et services	6 341 335	6 146 122
Programmes	29 725 240	27 035 607
Contributions sous forme de services rendus (note 7)	4 076 047	3 810 458
Amortissement	124 348	120 400
	40 266 970	37 112 587
Excédent des produits par rapport aux charges	139 336	140 280

Bilan

au 31 mars 2002

	2002 \$	2001 \$
Actif		
À court terme		
Encaisse	4 700 089	9 247 945
Débiteurs	2 125 234	1 966 988
Charges payées d'avance	643 942	260 202
	7 469 265	11 475 135
Placements (note 3)	379 543	362 335
Immobilisations (note 4)	2 121 846	844 571
	9 970 654	12 682 041
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer	1 317 171	1 145 863
Apports reportés		
ACDI (déduction faite d'un débiteur de 688 744 \$; 1 269 124 \$ en 2001)	2 529 956	5 778 697
Autres	2 384 204	3 303 260
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 5)	51 100	-
	6 282 431	10 227 820
Apports reportés afférents aux immobilisations	153 241	-
Dette à long terme (note 5)	941 425	-
	2 593 557	2 454 221
Actifs nets	9 970 654	12 682 041
Investis en immobilisations	976 080	844 571
Reçus à titre de dotation (note 6)	437 530	437 530
Non affectés	1 179 947	1 172 120
	2 593 557	2 454 221
	9 970 654	12 682 041

État de l'évolution des actifs nets

de l'exercice terminé le 31 mars 2002

	Investis en immobilisations \$	Reçus à titre de dotation \$ (note 6)	Non affectés \$	Total	
				2002 \$	2001 \$
Solde au début	844 571	437 530	1 172 120	2 454 221	2 201 241
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(124 348)	-	263 684	139 336	140 280
Dons reçus à titre de dotation	-	-	-	-	112 700
Investissement en immobilisations, net du financement et des apports reportés	255 857	-	(255 857)	-	-
Solde à la fin	976 080	437 530	1 179 947	2 593 557	2 454 221

État des flux de trésorerie

de l'exercice terminé le 31 mars 2002

	2002 \$	2001 \$
Activités d'exploitation		
Excédent des produits par rapport aux charges	139 336	140 280
Éléments sans incidence sur les espèces et quasi-espèces		
Amortissement	124 348	120 400
	263 684	260 680
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation (note 8)	(4 538 475)	3 361 455
	(4 274 791)	3 622 135
Activités de financement		
Augmentation de la dette à long terme	992 525	-
Dons liés à l'acquisition de l'immeuble	153 241	-
Dons reçus à titre de dotation	-	112 700
	1 145 766	112 700
Activités d'investissement		
Acquisition de placements	(17 208)	(362 335)
Acquisition d'immobilisations	(1 401 623)	(90 160)
	(1 418 831)	(452 495)
(Diminution) augmentation des espèces et quasi-espèces	(4 547 856)	3 282 340
Espèces et quasi-espèces au début	9 247 945	5 965 605
Espèces et quasi-espèces à la fin	4 700 089	9 247 945
Information supplémentaire		
Intérêts payés	11 140	-

Notes complémentaires

de l'exercice terminé le 31 mars 2002

1. Description de l'organisme

Le Centre d'Étude et de Coopération Internationale est constitué en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* du Québec.

Il participe à des activités de développement économique, social et culturel dans les pays du Tiers-Monde par la formation et l'envoi de coopérants volontaires et d'assistants techniques, la réalisation de projets, la recherche et la publication d'ouvrages spécialisés.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et tiennent compte des principales conventions comptables suivantes :

a) Constatation des produits

Le Centre applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus à titre de dotation sont constatés à titre d'augmentations directes des actifs nets.

b) Constatation des opérations étrangères

Le Centre comptabilise ses charges suivant les pratiques comptables reconnues pour ce genre d'organisme :

i) Les achats d'immobilisations engagées pour les activités outre-mer sont imputés comme charges d'exploitation.

ii) Les charges outre-mer sont comptabilisées lorsqu'elles sont déboursées.

iii) Les gains ou les pertes relatifs aux fluctuations des taux de change sont imputés aux programmes dans lesquels ils sont réalisés.

iv) Les autres contributions à l'assistance technique du programme de volontariat et de partenariat représentent la participation des partenaires outre-mer aux allocations de séjour et au logement des volontaires.

v) L'allocation de travail à l'étranger est comptabilisée au prorata des mois écoulés au contrat du coopérant volontaire, et le régime d'aide au déménagement est comptabilisé dès la signature du contrat du coopérant volontaire.

c) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties selon les méthodes et les taux suivants :

Bâtiment	linéaire	4 %
Bibliothèque	linéaire	5 %
Mobilier et équipement	dégressif	20 % et 30 %
Améliorations locatives	linéaire	20 %
Matériel audiovisuel	dégressif	20 %

3. Placements

	2002		2001	
	Valeur comptable \$	Valeur au marché \$	Valeur comptable \$	Valeur au marché \$
Marché monétaire	15 656	15 656	18 747	18 747
Obligations et débetures	161 949	162 433	151 122	152 558
Fonds d'actions canadiennes	168 104	137 365	158 837	126 889
Fonds d'actions étrangères	33 834	27 960	33 629	28 582
	379 543	343 414	362 335	326 776

4. Immobilisations

	2002			2001
	Évaluation* Coût** \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$	Valeur comptable nette \$
Bâtiment et terrain	1 329 404	-	1 329 404	-
Mobilier et équipement**	1 199 039	897 098	301 941	316 401
Bibliothèque*	542 607	54 260	488 347	515 477
Améliorations locatives**	-	-	-	10 000
Matériel audiovisuel**	35 719	33 565	2 154	2 693
	3 106 769	984 923	2 121 846	844 571

5. Dette à long terme

	2002 \$	2001 \$
Emprunt garanti par une hypothèque de 1 ^{er} rang sur le bâtiment d'un montant maximum autorisé de 1 121 250 \$, remboursable par versements mensuels de 3 738 \$, plus les intérêts calculés au taux de 7,05 %, échéant le 15 janvier 2017	942 525	-
Emprunt remboursable par versements annuels de 6 250 \$ plus les intérêts, échéant en décembre 2009 et portant intérêt à 0 % pour les trois premières années, 1 % la quatrième année, 2 % la cinquième année, 3 % la sixième année, 4 % la septième année et 5 % la huitième année	50 000	-
	992 525	-
Tranche échéant à moins d'un an	51 100	-
	941 425	-

Les remboursements estimatifs en capital à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants :

	\$
2003	51 100
2004	51 100
2005	51 100
2006	51 100
2007	51 100

6. Actifs nets reçus à titre de dotation

Les actifs nets reçus à titre de dotation sont composés :

a) d'un montant de 303 450 \$ grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources doivent être conservées en permanence dans le Fonds Pelletier. Les revenus de placement afférents sont affectés au financement de projets visant l'éducation et la formation des filles et des femmes;

b) d'un montant de 134 080 \$ grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources doivent être conservées en permanence dans le Fonds Jean Bouchard. Les revenus de placement afférents sont affectés au financement de projets visant les besoins humains fondamentaux.

7. Contributions sous forme de services rendus

Les contributions sous forme de services rendus représentent la valeur de la contribution non rémunérée fournie par les coopérants volontaires. La valeur de cette contribution pour 2001-2002 est évaluée à 38 453 \$ (37 915 \$ pour 2000-2001). Ce montant a été obtenu à partir d'une étude réalisée en février 1994 et dont le résultat a été indexé selon l'indice des prix à la consommation pour 1995-1996 à 2001-2002. Le nombre de coopérants volontaires, exprimé en personne/année, est de 106 pour 2001-2002 et de 100,5 pour 2000-2001.

8. Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation

	2002 \$	2001 \$
Débiteurs	(148 575)	(513 835)
Charges payées d'avance	(383 740)	353 369
Créditeurs et charges à payer	161 637	(105 785)
Apports reportés	(4 167 797)	3 627 706
	<u>(4 538 475)</u>	<u>3 361 455</u>

9. Engagements

Le Centre s'est engagé en vertu de contrats de location de locaux administratifs et d'équipements, renouvelables et non résiliables, à verser la somme de 114 162 \$ répartie comme suit :

	\$
2002-2003	70 279
2003-2004	15 352
2004-2005	10 375
2005-2006	10 375
2006-2007	7 781

10. Eventualité

Le Centre a octroyé à l'ACDI, pour le financement de projets, deux lettres de crédit de 200 000 \$ chacune échéant le 30 septembre 2002 et le 31 décembre 2002 garanties par les débiteurs.

Rapport des vérificateurs

Aux membres du conseil du
Centre d'Étude et de Coopération Internationale

Nous avons vérifié le bilan du Centre d'Étude et de Coopération Internationale au 31 mars 2002 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Centre. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Centre au 31 mars 2002 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Sanson Bégin / Deloitte & Touche

Comptables agréés
Le 31 mai 2002



Membres de la Corporation en 2001-2002

Anciens coopérants

Patricia Borlace - André Bouvette - Jean-François Deschênes - Johanne Journeault - Valérie Lavergne - Clémence Leblanc - Lucie Lippé
Caroline Marcel - Nicole Morais - Radegonde Ndejuru - Marie-Marthe Ouellet - Sylvie Painchaud - Élisabeth Parent - Charles Pouliot - Patricia Riel - Jocelyne Rochon - Anne-Marie Saulnier - Sylvie Tremblay

Membres issus du milieu de la coopération internationale

Raphaël Assor - Michel Chaurette - Jean-François Cloutier - William Cosgrove - Jean-Claude Desmarais - Ernest Hébert - Michèle Jodoïn
Pierre-Marc Johnson - Pierre Juneau - Paul-Émile Lamy - Jean-Luc Legros - Marie Naltchayan - Yves Pétilion - Michel Samson - Thérèse Sévigny - Martha Stone - Monique Vézina

Membres issus de la communauté universitaire

Manon Bourgeois - Jean Cadieux - Claude Corbo - Bernard Décaluwé
Fernand Potvin - Michel Roy - Jacques Tousignant - Jean Vincelette

Membres issus des institutions religieuses

Christiane Beaulieu - Pierre Bélanger - Lucie Blondeau - Mario Dufour
Louis-Joseph Goulet - André Lamothe - Jean-Guy Lanthier - François Lapierre (Mgr) - Marcel Lefebvre - Jacques Levac - Gilles Lussier (Mgr)
Michel Marcil - Mireille Morin

Membres issus du milieu des affaires

Raymond Batrie (nouveau membre) - Nicole Beaudoin - Christiane Beaulieu - Michel Bélisle - Pierre Bibeau - Monique Daigneault - Marie-Andrée Delisle - Georges Désilets - Pierre Dion - Guy Dufresne - Pierre Émond - Claude Généreux - Luc Lavoie - Jean-Robert Leclerc - Andrée Lemarier - Gaétan Lussier - Pierre Parent - Michel Pauté - André Payette
Pierre Pichette - Denyse Robichaud - Guy Saint-Pierre - Nguyen Trung

Autre provenance

Robert Bisailon - Nicole Boily - Antonin Boisvert - Rita Cadieux - Mario Cardinal - Louise Carré - Pierre F. Côté - Bernard Hervieux - Denis Hudon - Michaëlle Jean - Robert Letendre - Nancy Neamtan - Claude Papineau - Jean Pelletier - Paule Sainte-Marie - Danielle Sauvage
Jean-François Simard - Karen Spierkel (nouveau membre)

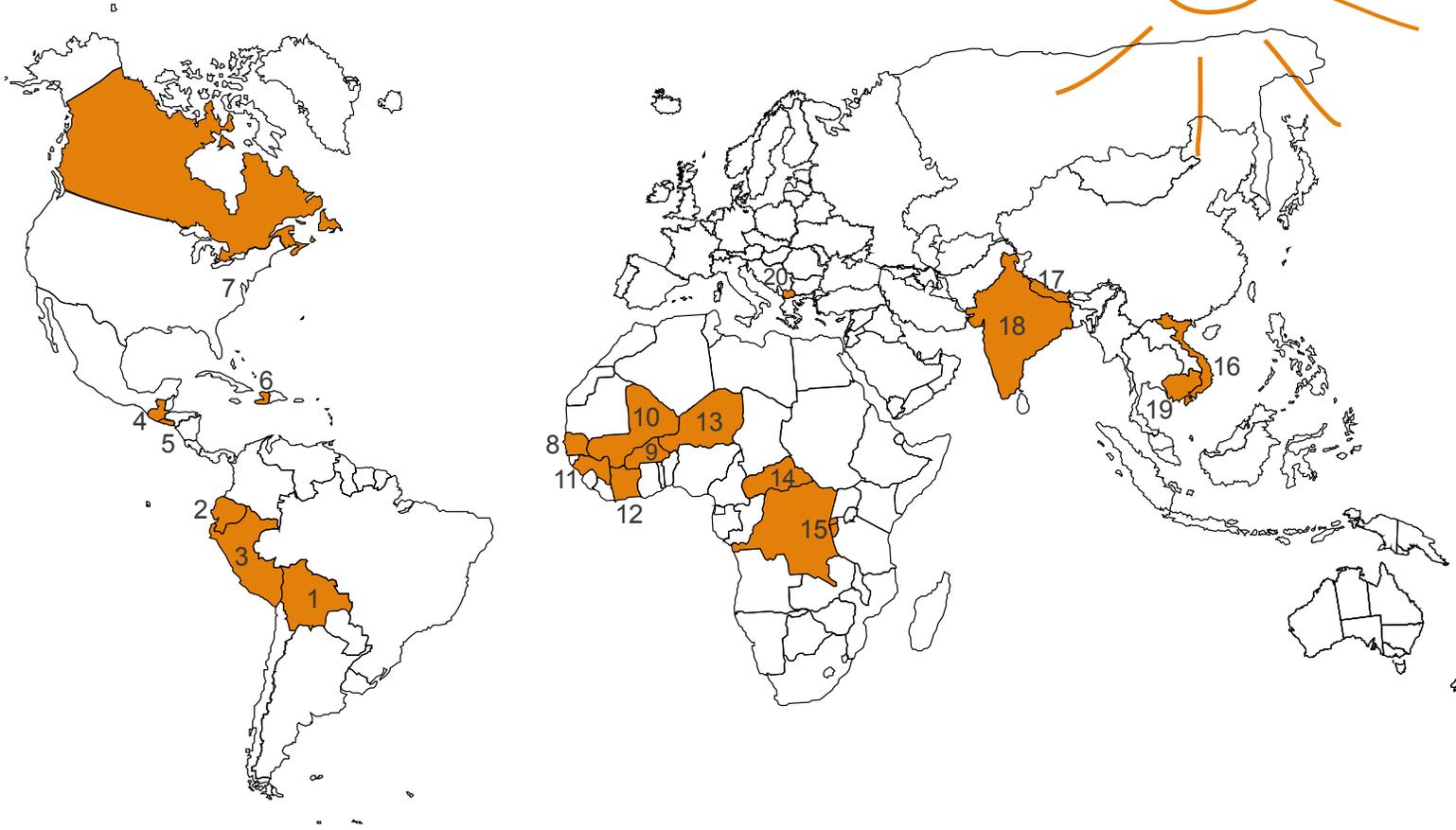
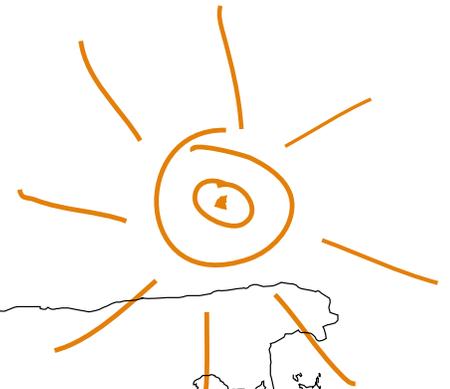


à tous nos donateurs

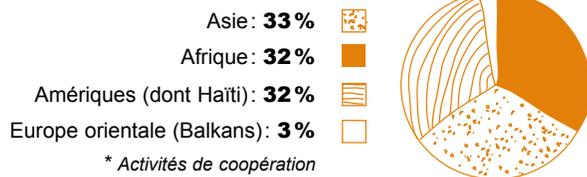
Par manque d'espace, nous ne pouvons manifester notre reconnaissance envers toutes les personnes physiques ou morales qui ont fait un don au CECL en 2001-2002. Voici la liste des donateurs ayant apporté une contribution de 500 \$ ou plus :

Aide aux missions, Augustines de la Miséricorde de Jésus, Patricia Borlace, Caisse centrale Desjardins, les Carmélites Déchaussées, Carmen Carpi, Centre de solidarité internationale (Alma), Centre Missionnaire Sainte-Thérèse, Michel Chaurette, Clercs de Saint-Viateur du Canada, Collège de Montréal, Congrégation de Notre-Dame, Congrégation de Notre-Dame du Saint-Rosaire, Congrégation du Très-Saint-Sacrement, Cosme Corcuera, Luis Corcuera, Bernard de Vienne, Guy Desjardins, Dominicaines de la Trinité, Erwin Taylor Charitable Foundation, Évêché de Joliette, Évêché de Saint-Hyacinthe, Faithful Companions of Jesus, Céline et Benoit Faucher, Filles de Jésus, Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, Filles de la Sagesse (Ontario), Filles du Cœur de Marie, Financière Sun Life, Fondation communautaire du Grand Québec, Fondation de la Famille J.W. McConnell, Fondation du Festin de la Saint-Hubert, Fondation François Bourgeois Ltée, Fondation internationale Roncalli, Fondation O'Sullivan, Frères de Saint-Gabriel du Canada, Diego Laneuville, Pierre-Étienne Laporte, Valérie-Anne Lavergne, Marcel Lefebvre, Pierre Lessard, Marcel Lévesque, Lincolnshire Holding Limited, Norman McIsaac, Missions Jésuites, Municipalité régionale de La Matapédia, Niagara Falls Theatre Venture, Œuvres Caritatives Les Filles de Jésus, Œuvres Le Royer, Yves Pétilion, Claude Perras, Petites Filles de Saint-Joseph, Petites Franciscaines de Marie, Fernand Potvin, Geoffrey I. Pringle, Religieuses Adoratrices du Précieux Sang, Religieuses de Jésus-Marie, Religieuses Trinitaires, Robco inc., Jean Rochon, Rose Drummond inc., Rotary Club of Niagara Falls, Jean-Marie Roy, Danielle Sauvage, Sisters of Saint Joseph (Hamilton), Société de Marie Réparatrice, Sœurs de la Charité de Québec, Sœurs de la Charité d'Ottawa, Sœurs de la Présentation de Marie, Sœurs de la Sainte Famille de Bordeaux, Sœurs de Sainte-Anne, Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie, Sœurs des Saints-Apôtres, Sœurs de Saint-Joseph (Saint-Hyacinthe), Sœurs de Saint-François d'Assise, Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier, Sœurs de Saint-Paul de Chartres, Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie, Sœurs du Sauveur, Sœurs Grises (Montréal), Sœurs Notre-Dame du Bon-Conseil (Chicoutimi), Studios Shen inc., André Tranchemontagne, Transport Bourassa inc., Université de Sherbrooke, Ursulines de l'Union Canadienne, Jean Vincelette.

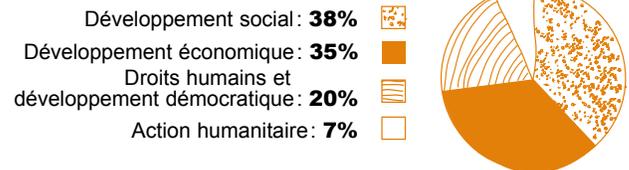
le CECI dans le monde



RÉPARTITION DES OPÉRATIONS PAR RÉGION* EN 2001-2002



RÉPARTITION DES OPÉRATIONS PAR SECTEUR EN 2001-2002



Nos coordonnées

Amériques

1. Bolivie

Anne-Marie Saulnier, directrice régionale
Jean Laflamme, directeur (Andes)
Pasaje Juan J. Salgueiro # 2347, Sopocachi,
B.P. 13520, La Paz
Tél.: (591) 2.241.1767 - Téléc.: (591) 2.241.2307

2. Équateur

Danielle Bergeron
Calle Mariano Aguilera # 316,
Sector La Pradera, Casilla 17-17- 464, Quito
Tél.: (593) 252.3498 - Téléc.: (593) 255.7848

3. Pérou

Marc Joannette
Calle Libertad 114, Oficina 2F, Miraflores, Lima
Tél.: (511) 447.9986 - Téléc.: (511) 242.5473

4. Guatemala

Michael Gort, directeur (Amérique Centrale)
2a Calle 15-29, Zona 13, Guatemala Ciudad,
Guatemala C.A. 01013
Tél.: (502) 360.3341 - Téléc.: (502) 332.7065

5. El Salvador

Alan Quinn
Urbanización Cumbres de Cuscatlan,
Avda Tezcatlipoca no 20, Antiguo Cuscatlan
Tél.: (503) 243.5099 - Téléc.: (503) 243.4185
Déménagement prévu en septembre 2002

6. Haïti

Gypsy Michel, directeur (Caraïbes)
20, rue Garoute (Pacot)
B.P. 1351, Port-au-Prince
Tél.: (509) 245.9809 - Téléc.: (509) 245.1866

7. États-Unis

David Brown, délégué
1775 I Street N.W., Suite 600, Washington D.C.,
USA 20006
Tél.: (202) 293.7601 - Téléc.: (202) 887.7018

Afrique

8. Sénégal

Sylvain Matte, directeur régional
Babacar Gueye, directeur (Sénégal)
Boul. du Sud, Point E, B.P. 6112, Dakar
Tél.: (221) 8.256.414 - Téléc.: (221) 8.253.238

9. Burkina Faso

Adama Ouedraogo, directeur
01 B.P. 3440, Ouagadougou
Tél.: (226) 362.992 - Téléc.: (226) 360.752

10. Mali

Mariétou Diaby, directrice
1085, rue 240, Quartier Hippodrome
B.P. 109, Bamako
Tél.: (223) 214.844 - Téléc.: (223) 216.523

11. Guinée (Rép. de)

Dian Diallo, directeur
B.P. 1385, Conakry
Tél.: (224) 423.997 - Téléc.: (224) 423.997

12. Côte d'Ivoire

Nicole Aman Koumi
01 B.P. 4104, Abidjan
Tél.: (225) 20.329.150
Téléc.: (225) 20.321.010

13. Niger

Issoufou Boubacar, directeur
B.P. 889 Niamey
Tél.: (227) 753.102 - Téléc.: (227) 754.563

14. République Centrafricaine

Florent Zowoya, chef de projet (Bangassou)
B.P. 788, Bangui

15. Grands Lacs africains

Angèle Aubin, chef de projet
(Rwanda, Burundi, RDC)
2, rue Ntaruka, Quartier Kiyovu, B.P. 532, Kigali
Tél.: (250) 5.76018 - Téléc.: (250) 5.76018

Asie

16. Vietnam

François Lafrenière, directeur général
A10/25 Lang Ha, Ba Dinh, IPO Box 233, Hanoi
Tél.: (844) 514.2510 - Téléc.: (844) 514.2511

17. Népal

Kabita Bhattarai, directrice
Baluwatar, G.P.O. Box 2959, Katmandou
Tél.: (977) 1.414.430 - Téléc.: (977) 1.413.256

18. Inde

Norman MacIsaac, chef de projet
241, Vasant Bihar, Phase 1, Dehradun
248006 Uttaranchal, India
Tél.: (91) 135.756.218
Téléc.: (91) 135.756.219

19. Cambodge

Lyne Caron
91, Street 21, Tonle Bassac, Chamkarmon
P.O. Box 2443, Phnom Penh-3, Phnom Penh
Tél.: (855) 23.217.561
Téléc.: (855) 23.215.419

Europe orientale

20. Macédoine

Myriam Lafrance, chef de projet
a/s MCIC, Nikola Parapunov b.b.,
P.O.B. 835, 1000 Skopje
Tél.: (389) 2.365.381 (poste 144)
Téléc.: (389) 2.365.298

BUREAU DE QUÉBEC

160, rue Saint-Joseph Est
Québec (Québec)
CANADA G1K 3A7
Tél.: (418) 523-6552
Téléc.: (418) 523-7525
quebec@ceci.ca



notre nouveau siège social depuis mai 2002



3185, rue Rachel Est, Montréal (Québec), Canada H1W 1A3
Téléphone (514) 875-9911 Télécopieur (514) 875-6469
info@ceci.ca

www.ceci.ca